

LOI DU RÉTABLISSEMENT AGRICOLE DES
PRAIRIES

M. BLACKMORE:

Copie de toute la correspondance échangée du 3 mars 1937 jusqu'aujourd'hui entre le ministre de l'Agriculture du Canada et le ministre de l'Agriculture de l'Alberta au sujet des négociations entre le gouvernement du Dominion et celui de l'Alberta relativement à l'application dans l'Alberta et la Saskatchewan de la Loi du rétablissement agricole des prairies.

COMPAGNIE CANADIENNE ENVOYÉE AU
COURONNEMENT

M. BROOKS:

Liste indiquant le nom, le rang, l'unité de milice et l'adresse postale de chaque membre de la Compagnie canadienne envoyée au Couronnement.

BUREAU DE LA DOUANE DE TORONTO-OUEST

M. GREEN (au nom de M. Ross, Saint-Paul's):

Copie de tous les arrêtés du conseil et de toutes les communications entre le Gouvernement, ou tout département fédéral, et toute ou toutes autres personnes, écrits qui pourraient contenir des renseignements, ou des requêtes, ou des propositions relatives à l'érection en bureau indépendant de la douane de Toronto-Ouest.

RELATIONS ENTRE LE DOMINION ET LES
PROVINCES

M. PERLEY (au nom de M. Edwards):

Relevé indiquant:

1. Le coût total jusqu'aujourd'hui de la Commission royale sur les relations entre le Dominion et les provinces.

2. Les taux des allocations et de la rémunération (voyage et subsistance) accordés à chaque commissaire et les montants versés jusqu'aujourd'hui à chaque commissaire, nommément, sous ces en-têtes ou sous d'autres.

3. Les taux de la rémunération et des allocations de toutes sortes accordés aux avocats et aux assistants des avocats de la commission, et les montants versés jusqu'aujourd'hui à chacune de ces personnes, nommément, sous ces en-têtes ou sous d'autres.

4. Le nombre: (a) de secrétaires; (b) d'aviseurs économiques ou autres; (c) des commis, des sténographes et des autres assistants qui sont ou qui ont été à l'emploi de ladite commission, et le coût total de leurs services jusqu'à ce jour, et le nombre total des employés.

5. Le nombre de jours dépensés par la commission à tenir audience et à entendre des témoins et le nombre de jours consacrés au voyage.

6. Le nombre des témoins que la Commission a assignés et le montant total versé pour leur comparution.

AÉROPORT DE BROADVIEW, SASKATCHEWAN

M. PERLEY:

Dossier contenant tous les détails relatifs à l'achat de l'aérodrome, au sud de Broadview, dans la province de la Saskatchewan, ce dossier devant indiquer le prix versé, les noms des vendeurs et le montant d'argent dépensé en mettant ce champ en état de servir.

CONTRATS RELATIFS À LA DÉFENSE
NATIONALE

Le très hon. M. BENNETT:

Copie de tous les contrats signés par le ministre de la Défense nationale ou pour lui depuis le début de la présente année financière (1er avril 1937) jusqu'aujourd'hui, et copie aussi de toutes les soumissions relatives à chacun de ces contrats.

L'hon. M. MACKENZIE (Vancouver): Le Gouvernement n'a pas d'objection à formuler contre l'adoption de cette résolution du chef de l'opposition (le très hon. M. Bennett). Le ministre m'informe, cependant, qu'il a adjugé 5,842 entreprises au cours des neuf premiers mois de l'année financière, et il estime que le rapport demandé exigera six mois de travail à vingt personnes.

Je saurais gré à mon très honorable ami de bien vouloir préciser les contrats qu'il a en vue, afin que je puisse le renseigner dans le plus bref délai possible. Afin de mettre la documentation relative à ces contrats à la disposition de tous les honorables députés de la Chambre, je proposerais aussi le renvoi de tous ces contrats, ou du plus grand nombre possible, au comité des comptes publics de la Chambre.

Le très hon. M. BENNETT: Ces contrats ne sauraient être renvoyés au comité des comptes publics avant la parution du rapport de l'Auditeur général pour l'année suivante. Les présents comptes publics ne sont établis que jusqu'en fin mars; voilà le motif de la motion dont il est présentement question. Si l'on déposait les contrats supérieurs à \$5,000, peut-être y trouverais-je ce que je cherche.

L'hon. M. MACKENZIE (Vancouver): On m'informe que les contrats dépassant \$5,000 sont au nombre de 278 pour la même période. J'étais parfaitement au courant des faits en ce qui concerne le comité des comptes publics, mais je pensais que l'on pouvait y parer par une motion du consentement de la Chambre.

M. L'ORATEUR: La motion est adoptée avec les réserves indiquées.

BUREAU DE POSTE DE TWEED, ONTARIO
EMPLACEMENT DU BUREAU DE POSTE

M. GRAYDON:

1. Le Gouvernement a-t-il acheté un emplacement pour un bureau de poste à Tweed, Ontario?

2. Si oui, quelle est la situation de cet emplacement, quand l'a-t-on acheté, de qui et pour quel prix?